

Ordonnance

Rép. n° 20/ 003514

Nous Fabienne Douxchamps, présidente du Tribunal du travail francophone, séant à Bruxelles, assistée de François-Xavier Biquet, greffier en chef délégué,

Vu le Code judiciaire et notamment son article 90 ;

Vu les dispositions de la loi du 15 juin 1935 sur l'emploi des langues en matière judiciaire et l'article 23 de la Constitution, lequel garantit à tous le droit à la protection de la santé et d'un environnement sain ;

Vu l'ordonnance du 27 juin 2018 (Rép. n° 18/8592) établissant le règlement particulier du Tribunal du travail francophone de Bruxelles ;

Conformément à l'article 21 de ce règlement particulier, lorsque les nécessités du service le justifient, le Président du Tribunal peut, après avoir pris l'avis de l'Auditeur du travail et du Greffier en chef, modifier temporairement le nombre et les attributions des chambres, ainsi que le nombre, le jour et l'heure de leurs audiences.

Vu les directives obligatoires édictées par le Collège des Cours et Tribunaux dans sa communication du 16 mars 2020 à 23h31 ;

Face à la crise du Covid-19 et à la suite de la communication de ce 12 mars 2020 du Conseil National de Sécurité, il s'impose d'organiser le service public de la Justice, en tenant compte des impératifs de sécurité sanitaire et de santé, tant des justiciables que du personnel de la juridiction.

Il appartient au Comité de direction du Tribunal de favoriser un juste équilibre entre le droit des justiciables de voir leur dossier traité dans un délai raisonnable et les droits précités garantis par la Constitution.

Il convient en conséquence, après avis conforme du Comité de direction, de prendre les mesures temporaires précisées au dispositif ci-après pour une période s'écoulant du mardi 17 mars 2020 à 14 heures au dimanche 19 avril 2020 inclus, date jusqu'à laquelle les directives contraignantes émises par le Collège des Cours et Tribunaux sortent leurs effets.

Vu les avis de Monsieur l'Auditeur du travail à Bruxelles et du Greffier en chef délégué du Tribunal du travail francophone de Bruxelles ;

PAR CES MOTIFS,

Disons que, à partir du mardi 17 mars 2020 à 14 heures et jusqu'au dimanche 19 avril 2020 inclus :

1. Audiences

Toutes les audiences sont supprimées à l'exception des audiences de référés.

En cas d'absolue nécessité, des audiences extraordinaires pourront être ouvertes sur décision de la présidente.

Les dossiers qui sont fixés aux audiences supprimées sont décommandés d'office et seront refixés à une date ultérieure par les soins du greffe. Aucun magistrat, aucun greffier, aucune partie ne doit se présenter à ces audiences.

2. Prononcé des jugements

À l'exception des jugements dans les affaires urgentes, les prononcés des jugements sont reportés d'office et auront lieu à partir du 20 avril 2020.

3. Accessibilité du greffe

Les comptoirs du greffe général (2^e étage) et du greffe RCD (1^{er} étage) sont fermés.

Tant que le bâtiment reste accessible, les visiteurs sont expressément invités à ne pas monter aux étages. La consultation des dossiers au greffe est suspendue jusqu'au 19 avril 2020 inclus.

Le dépôt de toutes pièces ou conclusions aura lieu de façon prioritaire par voie électronique (e-deposit) ou par voie postale.

Pour les parties qui sont dans l'impossibilité de procéder au dépôt par voie électronique ou postale, des boîtes sont mises à disposition dans le hall d'accueil pour le dépôt des pièces et conclusions qui ne peuvent être déposés sous forme électronique. Ces boîtes seront régulièrement relevées les jours ouvrables entre 8 heures 30 et 16 heures. Il ne sera pas délivré de cachets ni d'accusés de réception sur place.

Le greffe reste accessible par téléphone et par e-mail aux numéros et adresses habituels.

4. Actes introductifs d'instance

Les huissiers de justice sont invités à ne pas citer pour des dates antérieures au 20 avril 2020.

Les requêtes introductives d'instance peuvent être adressées sous format pdf à l'adresse mail requetes.ttfb@just.fgov.be. Les requêtes déposées sous cette forme seront traitées le jour même pour autant que le dépôt ait lieu un jour ouvrable avant 16 heures.

Cette adresse mail restera active pendant la durée de la crise sanitaire et sera ensuite désactivée.

Tout autre envoi ou dépôt d'acte introductif sous forme électronique (e-deposit) ou par e-mail à d'autres adresses ne sera pas traité par le greffe.

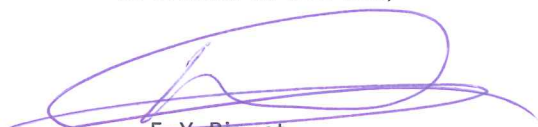
Ces mesures sont prises en considération de l'urgence sanitaire absolue que constitue l'épidémie de COVID-19 et prendront en tout état de cause fin lorsque ces circonstances exceptionnelles auront elles-mêmes cessé.

La présente ordonnance annule et remplace notre ordonnance du 16 mars 2020 (Rép. n° 20/003424).

Conformément à l'article 23 du règlement particulier du Tribunal, le Premier président de la Cour du travail et l'Auditeur du Travail seront immédiatement informés de la présente ordonnance prise sur la base de l'article 90 du Code judiciaire, et celle-ci sera affichée au greffe du Tribunal.

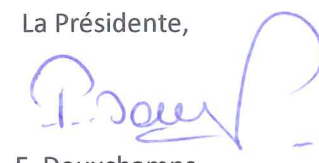
Fait à Bruxelles, en notre Cabinet, Place Poelaert, 3, le 17 mars 2020.

Le Greffier en chef dél.,



F.-X. Biquet

La Présidente,



F. Douxchamps